COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

**EXTRAIT
DU
REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU
CONSEIL DE COMMUNAUTE**

**Séance du 18 juillet 2008
(convocation du 7 juillet 2008)**

Aujourd'hui Vendredi Dix-Huit Juillet Deux Mil Huit à 09 Heures 30 le Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX s'est réuni, dans la salle de ses séances sous la présidence de Monsieur Vincent FELTESSE, Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

ETAIENT PRESENTS :

M. FELTESSE Vincent, M. JUPPE Alain, M. DAVID Alain, M. CAZABONNE Alain, M. BENOIT Jean-Jacques, M. BRON Jean-Charles, Mme CARTRON Françoise, M. CHAUSSET Gérard, Mme CURVALE Laure, M. DUPRAT Christophe, M. FAVROUL Jean-Pierre, Mme FAYET Véronique, M. FLORIAN Nicolas, M. FREYGEFOND Ludovic, M. GAUTE Jean-Michel, M. GAÜZERE Jean-Marc, M. GELLE Thierry, M. GUICHARD Max, M. HERITIE Michel, Mme ISTE Michèle, M. LABARDIN Michel, M. LABISTE Bernard, Mme LIRE Marie Françoise, M. OLIVIER Michel, M. PUJOL Patrick, M. ROSSIGNOL Clément, M. SAINTE-MARIE Michel, M. SEUROT Bernard, M. SOUBIRAN Claude, M. TOUZEAU Jean, M. TURON Jean-Pierre, Mme DE FRANCOIS Béatrice, Mme LACUEY Conchita, M. MAURRAS Franck, M. SOUBABERE Pierre, M. AMBRY Stéphane, M. ANZIANI Alain, M. ASSERAY Bruno, Mme BALLOT Chantal, M. BOBET Patrick, Mme BONNEFOY Christine, M. BOUSQUET Ludovic, Mme BREZILLON Anne, Mme CAZALET Anne-Marie, M. CAZENAVE Charles, M. CHARRIER Alain, Mme CHAVIGNER Michèle, M. COUTURIER Jean-Louis, M. DAVID Jean-Louis, M. DAVID Yohan, Mme DELATTRE Nathalie, Mlle DELTIMPLE Nathalie, Mme DESSERTINE Laurence, Mme DIEZ Martine, M. DOUGADOS Daniel, M. DUART Patrick, Mme DUBOURG-LAVROFF Sonia, M. DUCASSOU Dominique, M. DUPOUY Alain, Mme EWANS Marie-Christine, M. FAYET Guy, M. FEUGAS Jean-Claude, Mme FOURCADE Paulette, M. GALAN Jean-Claude, M. GARNIER Jean-Paul, M. GUICHOUX Jacques, M. GUILLEMOTEAU Patrick, Mme HAYE Isabelle, M. HURMIC Pierre, M. JOANDET Franck, M. JOUBERT Jacques, M. JUNCA Bernard, M. LAGOFUN Gérard, M. LOTHAIRE Pierre, M. MANGON Jacques, M. MAURIN Vincent, Mme MELLIER Claude, M. MERCIER Michel, M. MILLET Thierry, M. MOGA Alain, Mme NOEL Marie-Claude, M. PAILLART Vincent, M. PALAU Jean-Charles, Mme PARCELIER Muriel, M. PENEL Gilles, M. POIGNONEC Michel, M. QUANCARD Denis, M. QUERON Robert, M. RAYNAUD Jacques, M. ROBERT Fabien, M. ROUYEYRE Matthieu, M. SENE Malick, M. SOLARI Joël, Mme TOUTON Elisabeth, Mme WALRYCK Anne.

EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

M. JUPPE Alain à M. DAVID Jean-Louis à/c de 12 h 40
M. BENOIT Jean-Jacques à M. LABISTE Bernard à/c de 13 h 15
Mme. BOST Christine à M. DOUGADOS Daniel
M. CAZABONNE Didier à Mme. FAYET Véronique
M. DUCHENE Michel à M. BRON Jean-Charles
M. LAMAISON Serge à Mme. BALLOT Chantal
M. PIERRE Maurice à M. TURON Jean-Pierre
M. SAINTE MARIE Michel à M. FELTESSE Vincent à/c de 13 h 15
M. ANZIANI Alain à M. GUICHOUX Jacques à/c 13 h 15
M. BAUDRY Claude à Mme. EWANS Marie-Christine
M. BONNIN Jean-Jacques à M. GARNIER Jean- Paul
M. BRUGERE Nicolas à Mme. DUBOURG-LAVROFF Sonia
Mme. COLLET Brigitte à Mme. DESSERTINE Laurence
Mlle. COUTANCEAU Emilie à Mme. DE FRANCOIS Béatrice
M. DANJON Frédéric à Mme. CURVALE Laure
M. DELAUX Stéphan à M. GAUTE Jean-Michel
M. DUBOS Gérard à Mlle. DELTIMPLE Nathalie
M. EGRON Jean-François à M. DAVID Alain

Mlle. EL KHADIR Samira à M. RAYNAUD Jacques jusqu'à 13 h 00
puis à M. MERCIER Michel à/c de 13 h 00
Mme. FAORO Michèle à Mme. FOURCADE Paulette
M. GUILLEMOTEAU Patrick à M. AMBRY Stéphane à/c de 13 h 15
M. LAGOFUN Gérard à M. HERITIE Michel à/c de 13 h 15
Mme. LAURENT Wanda à M. BOUSQUET Ludovic
M. MAURRAS Franck à M. SOUBABERE Pierre à/c de 13 h 15
M. MOULINIER Maxime à M. BENOIT Jean-Jacques
Mme PARCELIER Muriel à M. POIGNONEC Michel à/c de 11 h 00
M. PEREZ Jean-Michel à M. ROUYEYRE Matthieu
Mme. PIAZZA Arielle à M. SOLARI Joël
M. RAYNAUD Jacques à M. PAILLART Vincent à/c de 13 h 15
M. RAYNAL Franck à M. MILLET Thierry
M. REIFFERS Josy à M. DUCASSOU Dominique
M. RESPAUD Jacques à Mme. DIEZ Martine
Mme. SAINT-ORICE Nicole à Mme. LIRE Marie Françoise
M. TRIJOLET Thierry à M. CHARRIER Alain

LA SEANCE EST OUVERTE

Marchés Publics - LORMONT - Quartier la Ramade (Génicart) - Requalification de l'avenue de Paris dans la section comprise entre le giratoire Carnot et la voie SNCF- Appel d'offres- Autorisation

Monsieur TOUZEAU présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs

Dans le cadre du programme d'accompagnement "Grands Projets de Ville" la Communauté urbaine de Bordeaux envisage la réalisation de travaux de requalification de l'avenue de Paris, dans la section comprise entre le giratoire Carnot et la voie SNCF. L'ensemble du projet s'établit sur une longueur d'environ 1200 m et se réalise par tranches de la façon suivante:

- Tranche ferme, section comprise entre les carrefours Villon - Cassagne, jusqu'au débouché de la rue Guyon récemment créé
- Tranche conditionnelle 1, section comprise entre le giratoire Carnot au carrefour Villon - Cassagne
- Tranche conditionnelle 2, section comprise entre Guyon et la voie SNCF

A ce jour, la réalisation du carrefour à feux, au débouché de la rue Guyon sur l'avenue de Paris est achevée et exploitée. Ces travaux, engagés par anticipation permettaient la procédure de dépôt de permis de construire des bâtiments de « Maison Girondine ».

Ces travaux de requalification consistent en :

➤ **Tranche ferme :**

- création de trottoirs de 1,50m minimum de part et d'autre de la chaussée
- réalisation de piste cyclable bilatérale unidirectionnelle, sur une largeur de 1,50 m par comblement des fossés existants et par la mise en place d'une structure drainante
- réalisation de stationnements longitudinaux type Lincoln de part et d'autre de la chaussée
- création d'un lien traversant en plateau surélevé entre le nouvel ensemble résidentiel et la place Elisée Reclus, facilitant les échanges piétons et deux roues

- recalibrage de la voie de circulation à 3 m de part et d'autre de l'îlot central, de 2,50 m avec interruption pour permettre les mouvements de tourne à gauche

➤ **Tranche conditionnelle 1 :**

- création de trottoirs de 1,50 m minimum de part et d'autre de la chaussée
- réalisation de piste cyclable bilatérale unidirectionnelle sur une largeur de 1,50m
- recalibrage de la voie de circulation à 3 m de part et d'autre de l'îlot central de 2,50m avec interruption pour permettre les mouvements de tourne à gauche
- création d'une bande servante séparant la chaussée de la piste pouvant recevoir l'éclairage public
- réalisation de plateaux surélevés sur les voies adjacentes assurant la continuité de la piste cyclable

➤ **Tranche conditionnelle 2 :**

- création de trottoirs de 1,50m minimum de part et d'autre de la chaussée
- réalisation de piste cyclable bilatérale unidirectionnelle sur une largeur de 1,50m
- par comblement des fossés existants par la mise en place d'une structure drainante
- recalibrage de la voie de circulation à 3 m de part et d'autre de l'îlot central de 2,50m avec interruption pour permettre les mouvements de tourne à gauche
- création d'une bande servante séparant la chaussée de la piste pouvant recevoir l'éclairage public

Pour ce faire les services ont élaboré les documents de la consultation sous forme d'un appel d'offres ouvert faisant recours à l'article 72 du Code des Marchés Publics relatif au marché fractionné à prix unitaires, en application notamment des articles 33 alinéa 3 et 57 à 59 du code des marchés publics

Les travaux, dont le délai d'exécution est fixé à 15 mois sont estimés à 2 765 641 € TTC et se décomposent de la façon suivante :

Tranche ferme, délai d'exécution fixé à 6 mois pour un montant de 1 022 334 € TTC.

Tranche conditionnelle 1, délai d'exécution fixé à 6 mois pour un montant de 862 860 € TTC.

Tranche conditionnelle 2, délai d'exécution fixé à 3 mois pour un montant de 880 447 € TTC.

Le montant consacré à la réalisation de pistes cyclables bilatérale / unidirectionnelle est évalué à 540 000 € TTC.

Cette dépense sera imputée sur le budget de l'exercice 2007 Chapitre 23 Article 2315 - Fonction 8220 - CRB D630 - Programme HC 46.

En application des dispositions des articles 21-21.12 et 21-21.13 du C.G.C.T., le dossier de consultation est tenu à la disposition des Conseillers Communautaires qui peuvent venir le consulter à la Direction Centrale Achats et Marché (13^{ème} étage)

Ainsi nous vous demandons, Mesdames et Messieurs, si tel est votre avis, de bien vouloir entériner le dossier de consultation des prestataires et autoriser Monsieur le Président :

- à lancer une mise en concurrence dans le cadre d'un appel d'offres ouvert en application, notamment, des articles 33 alinéa 3, et 57 à 59 du Code des Marchés Publics,

- à signer le marché à intervenir avec l'opérateur économique qui aura émis la proposition économiquement la plus avantageuse en réponse à l'appel d'offres ouvert, et en cas d'insuccès de cet appel d'offres, à procéder à la recherche d'une entreprise soit par voie de nouvel appel d'offres sur la base d'un dossier éventuellement adapté au contexte de la concurrence, ou modifié, en application de l'article 59 du Code des Marchés Publics, soit par marché négocié conformément aux dispositions de l'article 35-1.1° alinéa du dit code,

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.

Fait et délibéré au siège de la Communauté Urbaine le 18 juillet 2008,

Pour expédition conforme,
P/ Le Président et par délégation,
le Vice -Président,

**REÇU EN PRÉFECTURE LE
24 JUILLET 2008**

PUBLIÉ LE : 24 JUILLET 2008